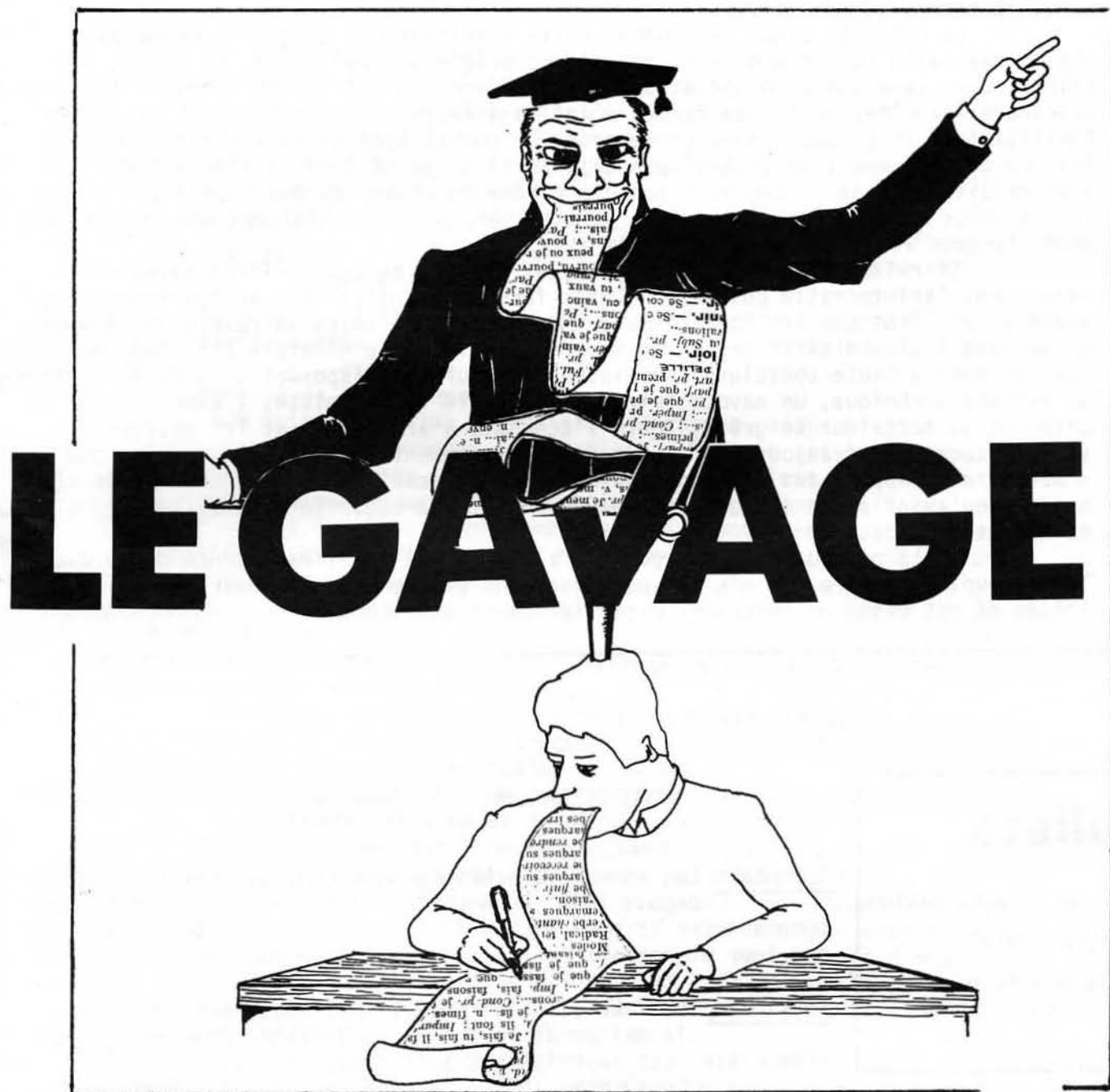


JEUNE ROYALISTE

SUPPLEMENT AU BI-MENSUEL ROYALISTE

MARS 1977

PRIX: 1,50 F



17 rue des petits champs 75001 PARIS

Après avoir distingué le gauchisme de l'extrême gauche léniniste et du marginalisme paumé, après avoir mentionné le phénomène du gauchisme littéraire -peut-être porteur d'avenir- nous voulons savoir qui représente aujourd'hui cette tradition du syndicalisme révolutionnaire qui aurait inspiré le gauchisme français.

Le syndicalisme révolutionnaire a connu son heure de gloire à la C.G.T. anarchiste, celle de la charte d'Amiens (1905). Si la tradition du syndicalisme révolutionnaire s'est maintenu il s'agira d'une tradition refusant le jeu des partis politiques, anti-démocratique (au sens de démocratie parlementaire) et anti-marxiste. Si on y ajoute la volonté d'une Révolution économique dont le moyen mythique serait la grève générale et une théorie de l'action directe : cela rappelle certains thèmes de mai 1968.

La C.F.D.T. s'est réclamée de cette tradition, et ce serait un mauvais procès que de la lui interdire au nom de ses origines chrétiennes. Et il est certain qu'avec le choix d'un socialisme autogestionnaire qui serait l'oeuvre des travailleurs eux-même, certaines formes d'action directe, son soutien à la lutte antimilitariste la C.F.D.T. semble reprendre le combat syndicaliste révolutionnaire. Mais ce gauchissement ne fait-il pas déjà parti du passé ? On assiste aujourd'hui à un raidissement de la centrale (on parle même de *chasse au gauchisme*) qui s'inscrit de plus en plus dans le jeu des partis, même si elle maintient une indépendance de langage vis à vis du Parti Socialiste.

La raison en est qu'il ne peut pas y avoir de syndicalisme révolutionnaire sans "aristocratie ouvrière". Cette forme de syndicalisme antiparlementaire suppose en effet que les ouvriers aient les moyens de faire la révolution économique sans l'aide d'aucun parti. Ce moyen était la grève générale pratiquée par des ouvriers à haute conscience de classe mais surtout disposant d'un outil maîtrisé par une technique, un savoir faire. Alors si le téléphoniste, l'électricien, le cheminot se mettaient en grève, toute l'économie s'arrêterait et les patrons devraient céder. Mais aujourd'hui les ouvriers hautement qualifiés sont bien peu nombreux par rapport aux millions d'O.S. interchangeable, sans conscience de classe parcequ'ayant perdu toute fierté de leur état, parceque le capitalisme les a humainement dégradés.

Voilà pourquoi si le gauchisme a été marqué par l'expérience du syndicalisme révolutionnaire, il n'a pas pu gagner une grande centrale ouvrière à ses thèses et est resté un phénomène essentiellement étudiant.

D. Gelin

royaliste

Directeur de la publication

YVAN AUMONT

imprimerie spéciale
17 rue des Petits Champs
PARIS 75001

ADMINISTRATION

Abonnés : Les abonnés à échéance sont ceux qui ont reçu NAF-U depuis le n° 6. Nous leur demandons de se réabonner spontanément afin de nous éviter des frais de relances et afin que leur abonnement ne subisse pas d'interruption.

Sessions : Du 2 au 12 juillet 1977 nous nous réunirons dans la maison de la N.A.F. en Bretagne pour notre session d'été. Les inscriptions sont reçues dès aujourd'hui.

Le 19 mars 1977 : session spéciale sur notre stratégie. Dans nos locaux de la rue des Petits Champs à Paris.

Elections : Nous avons élu F. Aymart comme délégué des jeunes royalistes au Conseil National représentatif de la N.A.F.
F. Moulin a été désigné comme responsable lycéen.

POUR UNE LIBERATION DE L'INTELLIGENCE

Chaque semaine, les étudiants passent dix à quinze heures en amphithéâtres pour gober l'enseignement magistral de professeurs perchés sur leurs tribunes. Et nous voilà noircissant des feuilles et des feuilles de papier, digérées par le "maître". A ce rythme, on voit mal comment la moindre contestation pourrait avoir droit à la parole. Programme et horaires obligent. La seule façon de remettre en cause ces heures de grattage de papier reste l'absentéisme. Et celui-ci ne fait que croître au fil des semaines, et pour d'autres motifs encore :

- ras le bol des "vérités révélées" par les profs ;
- ras le bol des heures de demi - insomnie d'où l'on sort abrutis et incapables de penser à quoi que ce soit .

Pour mettre fin à ce cycle, pourquoi ne pas remettre en cause l'enseignement magistral en provoquant le débat en amphithéâtre, quitte à troubler la quiétude des maîtres et de leurs ouailles?

Nous pouvons obliger les enseignants à dégager leurs hypothèses de travail, c'est à dire à montrer que leurs raisonnements reposent sur des OPINIONS et non pas sur des vérités scientifiques inattaquables. Un enseignement n'est jamais neutre.

- le Droit est la base légale qui fixe les conditions de perpétuité du régime en place, avec la répression que cela implique pour les "déviances" ;

- l'Histoire enseignée cherche à justifier ce même régime, à lui donner une légitimité historique, au besoin en falsifiant l'histoire

- la Géographie, l'Economie, la sociologie, la psychologie... aucune science humaine d'une façon générale ne peut être neutre. L'enseignement que l'on nous dispense ne doit en aucun cas être reçu comme une manne sacrée, il appartient aux étudiants de la remettre en cause. C'est comme cela que l'Université donnera un esprit critique aux étudiants, qu'elle leur apprendra à réfléchir, à choisir : en un mot à gagner et à vivre leurs libertés.

Il est nécessaire de contester cet enseignement si nous ne voulons pas voir se perpétuer la tradition des promotions d'étudiants sortant des Universités pour se ranger et servir un système que nous refusons .

ABONNEZ
VOUS !

ET QUE
ÇA SAUTE !



bulletin d'abonnement

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

C.C.P. NAF 193-14 Z Paris

8 FRANCS

naf 17 rue des petits champs 75001 PARIS

FUTURS CHOMEURS

Novembre 1976 : 1 041 300 chômeurs dont près de la moitié a moins de 25 ans. Une des raisons de l'importance du chômage chez les jeunes réside dans l'action conjuguée de l'arrivée sur le marché du travail, à la fin de la dernière année scolaire, d'environ 650 000 personnes, et de l'essoufflement de la reprise économique.

Ce chômage est préjudiciable d'un double point de vue :

- matériellement, dans la mesure où les jeunes chômeurs ne touchent pas de prime
- psychologiquement car éprouver un sentiment d'échec dès son entrée dans la vie active amène dans de nombreux cas à se mettre en marge de la société.

Mais parmi les jeunes chômeurs il faut faire une distinction entre les diplômés et les non-diplômés.

LES NON-DIPLOMES

Ces derniers représentent près du tiers des chômeurs de moins de 25 ans inscrits à l'A.N.P.E. (agence nationale pour l'emploi). Pour faire face à cette situation le gouvernement a mis sur pied une politique de formation professionnelle qui s'efforce de compenser des carences du système scolaire par une panoplie de mesures qui restent sans effet. Et le nombre des jeunes chômeurs continue d'augmenter. Et la blessure du chômage devient d'autant plus cruelle que la durée du chômage a tendance à s'accroître.

LES DIPLOMES

En ce qui concerne les diplômés, qu'il s'agisse de titulaires du C.A.P. - près de 50% des chômeurs de moins de 25 ans inscrits à l'A.N.P.E. - ou de diplômés du secondaire ou du supérieur, la situation est à peine meilleure : ils ne trouvent un emploi qu'à condition d'accepter une certaine déqualification. On ne compte plus les licenciés en sciences-éco. qui travaillent dans les centres de tris postaux, ni même les licenciées en lettres qui deviennent dactylos ou dans le meilleur des cas secrétaires de direction. Ainsi, face à cette situation, il n'est pas étonnant de les voir déçus et désabusés ces lycéens ou ces étudiants qui sortent du bahut ou de la fac avec en poche un diplôme qui ne leur servira probablement à rien.

A QUI PROFITE LE CHOMAGE ?

Aussi un gouvernement qui, à une véritable politique à long terme et créatrice d'emplois, préfère un pilotage à vue n'est-il pas responsable de cet état de chose ? D'autant plus qu'il a intérêt à ce que la situation dure - tout du moins jusqu'à une certaine limite qu'il serait dangereux de dépasser, mais lors de la dernière recession on s'est aperçu que ce seuil pouvait être insensiblement reculé - car le chômage refroidit les revendications des travailleurs en activité. On conteste moins pour les salaires, les conditions de travail, la qualité de la vie quand le problème n°1 devient le droit au travail.

De la même façon, le patronat qui embauche des travailleurs immigrés et des travailleurs non qualifiés plutôt que des jeunes chômeurs titulaires de C.A.P. est responsable d'un tel état de fait. Aux jeunes chômeurs victimes d'une politique pusillanime, viennent donc s'ajouter les travailleurs immigrés et non qualifiés, victimes des accidents du travail car manquant de formation professionnelle. Sans compter que l'économie française en pâtira dans la mesure où, dans certains secteurs, elle affichera un retard technologique (cela se produit déjà dans le bâtiment).



Mais dans tout cela, la crise économique a vraiment trop bon dos. Les structures du système sont à revoir et tout d'abord le fait que les décisions concernant l'enseignement sont prises par des technocrates qui transforment les Français en des individus dociles donc plus rentables. Et ce ne sont pas les réformes en trompe l'oeil Haby et Soisson-Saunier qui y changeront quelque chose. Le fait d'adapter à toute force l'enseignement aux besoins immédiats du patronat est une sottise absolue. Bien malin qui pourra prévoir l'évolution économique des années à venir. L'école est une chose trop sérieuse pour la confier aux technocrates ou/et aux patrons. Ce n'est pas leur affaire, mais la notre. Et cela vaut aussi pour les technocrates de la Gauche qui n'ont pas tellement l'air de tenir compte de ces gêneurs que sont ces lycéens et étudiants de chair et d'os refusant de se reconnaître dans un modèle type. N'est-ce pas M. Mexandeau ?

P. LEROUÉ

DU COTE DES LYCEES

ENTRETIEN AVEC BENOIT PROT REDACTEUR EN CHEF DE TERMINAL JOURNAL DES LYCEENS.

N.A.F.: Dans son courrier de l'éducation M. Haby s'est hautement félicité du calme qui règne dans les lycées. Que pensez-vous de ce cette apathie ?

B.P.: Si on assiste à une sorte de dépolitisation des lycéens qui descendent moins souvent dans la rue, adhèrent moins aux Jeunesses Communistes ou à la Ligue Communiste M. Haby aurait tort de se réjouir du calme qui semble régner. Car je crois que si ces gens s'extériorisent moins c'est parcequ'ils ont l'impression que la Révolution se fait à l'intérieur. Autant le phénomène de groupe semble s'estomper, autant il semble que ces jeunes sont à la recherche d'autres moyens de contestation qu'ils trouvent dans des groupes plus restreints ou individuellement.

Les idées des lycéens sur ce qu'ils veulent et ce qu'ils ne veulent pas dans leur travail, leurs loisirs, leur information se font plus précises. La révolte est intérieure mais elle est beaucoup plus profonde et durable. Je crois que les lycéens d'aujourd'hui vont devenir des hommes différents qui se prendront en mains, militeront dans des associations de quartier, des mouvements écologiques et refuseront de se laisser manipuler. (extrait d'un article de notre bimensuel sur la nouvelle presse des jeunes).

LA DROITE CONTRE LES LIBERTES

Cette année sera agitée dans les lycées. En effet, les grandes lignes de la réforme Haby sont connues et suscitent l'opposition des principaux syndicats d'enseignants. Pour notre part, nous voulons insister sur la répartition des pouvoirs que propose Haby. Le chef d'établissement accroît ses prérogatives (en particulier dans le domaine disciplinaire) et affirme ainsi l'emprise croissante de l'Etat sur les lycées puisque c'est lui qui le nomme. Les élèves, eux, ont droit au cinquième des voix dans les conseils d'établissements, c'est dire qu'ils n'auront aucune influence sur les décisions qui seront prises et qui pourtant les concernent directement.

Face à ce refus de l'Etat d'instaurer la démocratie au lycée, nous appelons les lycéens à se mobiliser contre les décrets Haby et pour obtenir :

- le Tiers pouvoir lycéen par le biais des conseils d'établissements (1/3 élèves, 1/3 professeurs, 1/3 parents d'élèves) ;

- une réforme fondamentale du système scolaire par la suppression du pouvoir de l'Etat en matière d'éducation.

D. Renault

LA GAUCHE CONTRE LES LIBERTES

Le plan Mexandeau, le plan de la F.E.N. : la Gauche unie montre clairement son visage centralisateur et uniformisateur. Le moins que l'on puisse dire c'est que de tels projets sont loins d'un modèle autogestionnaire de société et que la participation des lycéens par exemple semble avoir été oubliée.

C'est le laïcisme républicain style Jules Ferry qui se réveille. Il nous faudra en reparler plus longuement. En attendant, disons simplement que la phrase de Mitterrand "A fonds publics, établissements publics" est totalement irresponsable. Car les fonds publics ne sont pas un cadeau des dieux mais bien le produit des impôts payés par les citoyens qui, en échange, doivent pouvoir en contrôler l'affectation.

Et si les familles refusent l'enseignement officiel, si elles veulent des écoles libres, des écoles sauvages, voire des écoles communistes, au nom de qui Mitterrand le leur interdira ?

Quand on a la volonté de libérer les gens et non pas de les embrigader on trouve d'autres solutions plus démocratiques que celle du monopole étatique.

Pourquoi ne parle-t-on plus, par exemple, du système du "bon d'éducation". Un bon général puis des bons particuliers remis à certains âges de l'enfant lui permette d'être accepté dans n'importe quel type d'école de son choix. Les écoles qui reçoivent le plus d'enfants reçoivent le plus de bons qu'elles échangent contre des subventions officielles. Ainsi la liberté des familles est intégralement respectée et l'Etat se mêle de ce qui le regarde.

F. Aymart

L'E.N.A. EN PERIL ?

Parmi les 10 mesures de réformes proposées par les jeunes giscardiens en janvier 1977 figurait la suppression de l'Ecole Nationale d'Administration. On a parlé alors de ballon d'essai présidentiel. Curieux non ? Surtout quand on sait que 15 membres du gouvernement actuel (dont Giscard et Ponia) sortent de l'E.N.A. !!!

L'E.N.A. est en fait l'héritière de la volonté napoléonienne d'organiser les élites de la nation en grands corps quasiment militaires dotés d'un vocabulaire commun et également soumis. Pour les plus anciens de ces corps (polytechnique) le caractère militaire reste encore primordial, pour les plus récents les moyens de contrainte sont moins voyants mais tout aussi efficaces.

Pour entrer à l'E.N.A. il s'agit -au prix d'un bachotage intensif- d'acquiescer parfaitement (au point que cela vous marque pour la vie) les connaissances, méthodes, trucs et tics enseignés à l'Ecole des Sciences Politiques de Paris. La participa-

tion à une "écurie" de préparation patronnées par quelque ancien est également utile. Mais pour sortir de l'E.N.A. il faut aussi bachoter sans relâche afin d'obtenir les quelques points décisifs qui donnent l'avantage sur les copains et ouvrent la porte des grands corps (Inspection des Finances, Conseil d'Etat...)

L'E.N.A. développe ainsi un individualisme forcené, doublé d'un esprit de caste dangereux. L'E.N.A. a été l'école de la droite arriviste (de Giscard à Chirac), mais elle a aussi produit les jeunes loups de la Gauche, tous formés à ce moule qui détruit les qualités humaines pour faire des technocrates ambitieux dont l'essentiel du bagage professionnel consiste à savoir descendre les concurrents. Ouverte à la Gauche l'Ecole perd de son intérêt pour la Droite. Est-ce là le secret du ballon d'essai lancé par les jeunes giscardiens.

P. Chazard

LES MAÎTRES AUXILIAIRES

Après les suicides ou tentatives enregistrées en 1976 chez le personnel enseignant non titularisé, la fonction publique entière s'interroge et conteste.

Ces agents auxiliaires (ainsi les appelle l'administration) qui ont décidé de disparaître plus spectaculairement que les autres, étaient-ils vraiment incompetents ? Possédaient-ils une faible personnalité ? Ou bien la situation est-elle réellement désespérée ?

Le suicide, qu'il réussisse ou non, c'est la même chose ; il représente un cri. Car peut-on nier l'évidence ? La condition des maîtres auxiliaires est lamentable et scandaleuse.

- Engagé à titre précaire par l'administration, l'auxiliaire effectue exactement le même travail que celui d'un agent titulaire, mais avec un traitement moindre et la perspective ou la hantise d'être licencié à tout moment sans préavis ni indemnité de licenciement.

- A cette situation d'angoisse permanente, viennent s'ajouter des conditions de travail particulièrement déplorables : c'est en effet aux non-titulaires que reviennent les classes les plus ingrates, les emplois du temps les plus extravagants, les rapports d'instruction les plus répressifs, les vexations et remarques les plus désobligeantes, sans compter les multiples besognes dont on l'affuble et qui bien souvent n'ont aucun rapport avec sa formation.

- Si certains ont la chance d'être employés à temps complet et dans des domaines relatifs à leurs compétences, la grande majorité vit une situation désespérée de bouche-trous (remplacements épisodiques qui, instables, engendrent à la longue, affliction et dépression, ballotages d'un établissement à un autre au cours d'une même semaine, demi-postes....)

- Dès lors, le maître-auxiliaire peut espérer résoudre toutes ces difficultés en se présentant au concours d'intégration dans le corps des titulaires qui en constitue l'unique solution.

Malheureusement une super sélection est mise en place par l'administration, et il ne faut pas escompter plus de 6% de réussite en moyenne.

Ceux qui sont concernés par l'heureux hasard, ne sont pas au bout de leurs peines, le succès n'impliquant pas obligatoirement la titularisation.

En effet, l'appréciation personnelle du postulant par l'administration peut leur interdire l'accès à l'Education Nationale ; et puis les nouveaux titulaires se retrouvent aussi sans travail tout simplement par carence d'emplois.

Face au problème lamentable et scandaleux des maîtres-auxiliaires, on ne rencontre que des organisations politiques indifférentes (sauf à la tactique électorale), et des syndicats apeurés (même la FEN).

On a beau dire des maîtres-auxiliaires qu'ils représentent une "séquelle gênante d'une situation dépassée", il n'en demeure pas moins que des remèdes efficaces existent, avec un petit peu d'imagination...

"Imaginez, imaginez toujours"; ce slogan badigeonné et hurlé il n'y a pas tellement longtemps, semble bien loin...

Pourtant, il permettrait peut-être d'éviter quelques suicides ou dépressions nerveuses supplémentaires.

PARIS-MUNICIPALES

LES ÉTUDIANTS ROYALISTES NE
POUVANT SE DÉSINTÉRESSER DE
LA "BATAILLE" ÉLECTORALE AUTOUR
DE LA MAIRIE DE PARIS SUGGÈRENT
ICI QUELQUES CANDIDATURES

MADAME FRANÇOISE CLAUSTRE ?



JE SUIS REVENUE
EXPRESS POUR CELÀ...
ALORS VOUS PENSEZ!!

OU ENCORE JEAN KAY ?



AVEC MOI AVANT
QU'IL NE SOIT
TROP TARD...

OU, ABOU DAOU - - -



JE ME PRÉSENTE
DANS LE 3^{ème}
ARRONDISSEMENT

LE CHEVAL D'AMAURY...

JE ME PRÉSENTE
SUR UNE LISTE
ÉCOLOGIQUE...



MARÉCHAL IDI AMIN DADA...



OU BIEN PATRICK HENRY --



JE ME SERRAIS
BIEN PRÉSENTÉ
À TROYES
MAIS...

OU POURQUOI PAS - ?



APRÈS LE
GRAND JACQUES
POURQUOI PAS MOI?

J. CHIRAC

R.P.F.
R.P.F.
R.P.R.